



"Le principe de la République : le gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple." Constitution de la V<sup>ème</sup> République, art. II

Antoine Vielliard ■ 1, rue de la Saint-Martin, 74160 St-Julien en Genevois ■ Tél : 04.50.49.18.07 ■ antoine.vielliard@sfr.fr ■ blog : www.portevoix.fr

## Résorber la pénurie de logements pour restaurer notre qualité de vie

**Notre qualité de vie se dégrade rapidement. L'urbanisation n'est plus maîtrisée. Elle consomme les espaces naturels et agricoles, et crée de nouveaux automobilistes en éloignant les habitants de leurs lieux de travail. Nous devons maintenant planifier le développement de notre agglomération au niveau régional... et nous assurer que les engagements pris par Genève sont tenus !**

Notre qualité de vie se dégrade rapidement. Les files de voitures s'allongent chaque semaine. Chaque semaine le canton de Genève accorde des exonérations de l'impôt sur les sociétés à des entreprises qui s'installent. Ces entreprises amènent avec elles leurs salariés qui ont besoin de se loger. Mais dans le même temps les communes Genevoises s'opposent aux constructions de logements. Seulement 1230 logements ont été construits à Genève en 2009 alors que Genève attirait plus de 10'000 habitants dans le Genevois. Les nouveaux venus, expatriés, parviennent à se loger à prix d'or à Genève. Ce sont les jeunes ménages Genevois qui sont contraints de leur laisser la place et de venir se loger dans le Genevois français au détriment des salariés

et à des prix qui détruisent leur pouvoir d'achat. Cela doit cesser rapidement ! Cette pénurie de logements au cœur de l'agglomération genevoise a de multiples conséquences : **aggravation constante et régulière des embouteillages, consommation des espaces naturels et agricoles, dégradation constante du pouvoir d'achat et des conditions de vie des salariés en euros du privé comme du public.**

Genève s'est engagé en 2007 à construire 2500 logements par an – seulement ! Le canton a violé ce faible engagement en 2008, puis en 2009... et 2010 s'annonce tout aussi catastrophique. Il est temps de faire respecter

les engagements pris par Genève.

Pour cela nous devons expliquer aux électeurs Genevois que **la pénurie de logements dégrade aussi leurs conditions de circulation et leur qualité de vie.** Nous devons souligner auprès des électeurs Genevois ce qu'il y a d'immoral à expulser toute la jeunesse genevoise faute de logements. **Nous devons ainsi bâtir une future majorité « pro-logement » dans le canton de Genève.**

Si nécessaire nous devons conditionner notre participation aux bus transfrontaliers à la construction par le canton de Genève de suffisamment de logements pour ses habitants. Les transports en commun transfrontaliers sont néfastes pour le Genevois français et sans impact sur les embouteillages s'ils ne sont qu'un moyen pour Genève d'expulser toujours plus d'habitants. **Avec d'abord suffisamment de logements à Genève et ensuite plus de bus transfrontaliers** nous pourrions préserver nos espaces naturels et notre cadre de vie.

*Commentez et réagissez à cet article sur : [www.portevoix.fr](http://www.portevoix.fr)*



## Des emplois pour tous, côté français aussi !

Longtemps la Haute-Savoie s'est targuée d'avoir le taux de chômage parmi les plus faibles de France.

Nous avons négligé la création d'emplois en oubliant que ce faible taux de chômage excluait du marché du travail autant les jeunes en début d'activité que les seniors en fin de carrière. Nous sommes aujourd'hui économiquement trop dépendants de Genève.

Le problème de l'emploi dans notre canton est en grande partie un problème national. Le niveau des charges sociales rend le coût du travail totalement prohibitif dans notre pays. L'inefficacité de la dépense publique pénalise nos entreprises, l'emploi et au final chacun d'entre nous. Nous devons régler ces problèmes au niveau national.

Malgré ce handicap national, nous avons des atouts à faire valoir : nos formations et nos infrastructures en particulier ; la beauté de nos paysages si nous parvenons à les préserver ; et inévitablement la proximité de Genève et de son aéroport.

Ces atouts sont décisifs pour certains secteurs d'activités :

- **Le tourisme d'affaire** dont les capacités sont saturées à Genève et qui peut depuis l'entrée en vigueur de Schengen se développer dans le Genevois français,

- **Les biotechnologies** pour lesquelles les lois françaises sont plus adaptées que les lois suisses,

(suite à la page suivante)



## Les nouveaux habitants doivent pouvoir se déplacer en bus

Si les nouveaux habitants continuent d'arriver au même rythme, nous serons 50'000 dans le canton en 2030. Il y aura alors 12'000 voitures supplémentaires... soit une file de 47km de voitures qui ferait l'aller et le retour entre Chevrier et Bossey ! Il faut dès maintenant préparer les futurs transports en commun.

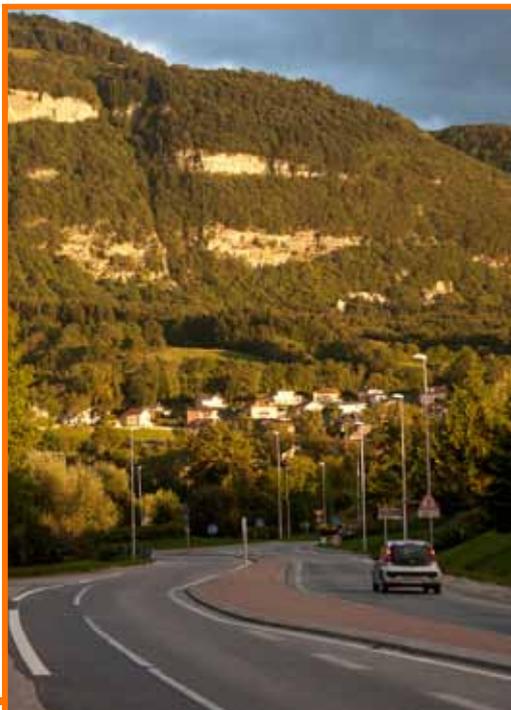
Nous sommes nombreux à nous être fixé des repères sur les routes pour mesurer les embouteillages. Ces repères sont dépassés semaine après semaine à mesure que les files de voitures s'allongent et que les bouchons gagnent des routes secondaires jusqu'ici préservées. Les embouteillages noient notre canton comme une marée montante.

Les déficits des transports en commun sont acceptables seulement si les bus sont remplis. Pour être pleins, les bus doivent traverser des endroits où l'on dénombre

au moins 60 logements par hectare. Nous atteignons rarement ce chiffre dans notre canton. Nous devons déjà penser l'urbanisation pour **faire en sorte que les 20'000 habitants supplémentaires que nous compterons en 2030 puissent se déplacer en bus** plutôt que d'aggraver encore les nuisances de la circulation.

En construisant plus particulièrement les nouveaux logements à Saint-Julien, Collonges, Beaumont, Viry et Valleiry, nous pourrions demain mettre en place **des lignes de bus sur les routes nationales**

**qui permettront à chacun de se déplacer à nouveau librement.** Par ailleurs, cette densification des bourgs permettra aussi de préserver les espaces naturels et agricoles qui font la beauté de notre canton et tout particulièrement des communes rurales. En même temps nous devons veiller à pérenniser les écoles qui sont au cœur de la vie sociale des communes rurales du canton.





## Le Genevois a aussi besoin de professeurs, de médecins et d'infirmières

**La proportion de frontaliers dans la population augmente et contribue à la richesse de notre territoire. Mais dans le même temps, en raison de la pénurie de logements, les coûts des logements deviennent inaccessibles aux salariés en euros du privé comme du public.**

Les habitants de Genève achètent le tiers des maisons du canton faute de logements à Genève. Les prix des loyers et des logements atteignent de tels niveaux que les salariés en euros n'ont plus les moyens de vivre décemment dans le Genevois. Nombreux sont ceux qui décident soit de devenir frontalier, soit de quitter notre région et leur emploi. D'autres se logent trop loin, dans des logements trop petits ou trop chers au détriment de leur qualité de vie et de leur engagement au travail. Dans tous les cas, cela pénalise très fortement l'activité économique ou les services publics.

La situation est devenue si grave

qu'à Gaillard, une maison de retraite vient d'ouvrir. L'investissement a été important pour la commune, mais elle ne peut accueillir qu'une vingtaine de personnes âgées faute de pouvoir recruter du personnel en nombre suffisant.

**Le Genevois français a aussi besoin d'infirmières, de médecins, de maçons, de caissières, de pompiers et de professeurs.** Tous doivent pouvoir se loger sans se ruiner. Cela ne sera possible que lorsque nous parviendrons à convaincre Genève de cesser d'aggraver sans cesse la pénurie de logements par l'incohérence de ses politiques économiques et d'urbanisme.

*(suite de la page précédente)*

- **Les loisirs** comme le montre le développement de Vitam'Parc,

- **Des bureaux de représentation d'ONG internationales.**

Nous devons créer des emplois qui correspondent aux besoins des jeunes et des seniors actuellement au chômage. Le snobisme qui consiste à ne vouloir que des emplois à forte valeur ajoutée est déplacé au vue de la situation des chômeurs. Par ailleurs, des emplois à forte valeur ajoutée se traduiraient par des arrivées de nouveaux habitants et aggraveraient nos problèmes de logement, de circulation et de coût de la vie.

Enfin, nous devons aider les entreprises existantes à stabiliser leurs ressources humaines en apportant des réponses aux problèmes de leurs employés : **conditions et accessibilité des logements, solution de garde pour les enfants en bas âge comme pour les scolaires.** Ainsi, elles pourront développer leurs savoir-faire et leur clientèle.





# Mon engagement à votre service

**Voilà 7 ans maintenant que je m'engage au service des habitants du canton. Il est temps de faire un premier bilan.**

Les raisons de mon engagement initial n'ont pas changé :

- 1) avoir la chance de pouvoir être utile aux autres,**
- 2) avoir la chance de rencontrer et discuter avec chacun, quels que soient les parcours, les convictions et les valeurs des uns et des autres,**
- 3) pouvoir aborder des sujets aussi divers que les déchets ménagers ou les affaires étrangères avec une même passion.**

Les expériences de la vie conduisent chacun à faire des choix personnels. Mes expériences à moi m'ont conduit à trouver du sens à mon action en étant au service des autres.

Bien souvent, les habitudes et les rythmes de vie conduisent chacun à ne

rencontrer que des gens de sa génération, de son quartier ou de sa profession. Je trouve une satisfaction personnelle forte à rencontrer chaque jour dans mon engagement politique des personnes de tous horizons. J'ai autant de plaisir à échanger avec un notable un peu embourgeoisé qu'avec un jeune désorienté et paumé qui n'arrive pas à se projeter dans l'avenir : l'un comme l'autre a une connaissance particulière et unique à la fois de la vie et de notre canton. J'apprends au contact des uns comme des autres.

Certains se demandent parfois pourquoi je me suis présenté à des élections aussi différentes que les législatives et les municipales, comme s'il y avait du sens à ne s'occuper que d'un seul sujet lorsqu'on se place au service des ci-

toyens. Je pense au contraire que notre pays n'aurait pas accumulé autant de dettes si les élus locaux avaient dit plus haut ce qu'ils pensent des déficits que nous avons accumulé chaque année depuis 1978 ! L'une des raisons pour lesquelles l'action publique me passionne c'est qu'on doit trouver des solutions à des problèmes de déchets ménagers aussi bien que d'affaires étrangères.

Mes convictions n'ont pas changé : je suis centriste, libéral, social et européen comme au premier jour. Mais je prends acte que notre pays souhaite aller plus loin dans les faux clivages, les divisions stériles et les idéologies. Un jour, notre pays aura besoin de son Centre pour retrouver sa stabilité. Je prends donc acte que c'est au niveau local que je peux être utile.

